Éditorial

Dominique Garcia

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/archeopages/1051>

DOI : 10.4000/archeopages.1051

ISSN : 2269-9872

Éditeur

INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2015

Pagination : 2-3

ISSN : 1622-8545

Référence électronique

Dominique Garcia, « Éditorial », *Archéopages* [En ligne], 41 | 10/2014-01/2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 26 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/archeopages/1051> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archeopages.1051>

Dominique Garcia

Président de l'Inrap

Le cheval est bien plus qu'un « bien meuble » et qu'un objet archéologique. Il y a quelques mois, le 16 février 2015, était votée une nouvelle loi visant à « moderniser et simplifier le droit dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ». Elle introduisait, notamment, un nouvel article (art. 515-14) dans le Code civil : « Les animaux sont des êtres vivants doués de sensibilité. Sous réserve des lois qui les protègent, les animaux sont soumis au régime des biens corporels ». Politiques, philosophes et société civile ont beaucoup commenté cette nouveauté législative qui faisait suite à une pétition lancée par une association de protection des animaux et que nombreux ont présentée comme le début d'une nouvelle ère des rapports entre humains et animaux. En fait, depuis longtemps, le code rural et le code pénal reconnaissent, explicitement ou implicitement, les animaux comme des « êtres vivants et sensibles », mais il est vrai que ces derniers étaient encore considérés par le Code civil comme des « biens meubles » (art. 528) ou des « immeubles par destination » quand ils étaient placés par le propriétaire d'un fonds pour le service et l'exploitation de celui-ci (art. 524). Le nouveau cadre législatif permet de mieux concilier la qualification juridique et la valeur affective de l'animal. Il aboutit à une définition juridique cohérente de l'animal, être vivant et doué de sensibilité, et soumet expressément les animaux au régime juridique des biens corporels en mettant l'accent sur les lois spéciales qui les protègent.

De façon spécifique, depuis février dernier, les mots « cheval » et « équipage » ont donc disparu de plusieurs articles du Code civil, gommant ainsi de façon paradoxale d'anciennes précisions législatives, aujourd'hui moralement ou « politiquement » incorrectes, qui ne pointaient pas une forme très ancienne ou universelle mais figeaient une situation moderne des rapports Humains/Animaux. En effet, la quasi-totalité des communautés humaines sont restées longtemps indifférentes au partage entre Nature et Société. Les historiens et les archéologues, au prisme d'une lecture anthropologique de la documentation,

pourraient tenter d'appréhender plus fermement les différentes façons de classer les êtres du monde par les cultures anciennes (système des quatre ontologies de Philippe Descola). Si l'animal, et le cheval en particulier, n'est plus aujourd'hui un « bien meuble » pour le législateur, il devrait pour l'archéologue dépasser le cadre de l'objet archéologique traditionnel. Dans la lignée du « Par-delà nature et culture » de Descola¹, il serait bon, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Pierre Charbonnier², que nos travaux marquent le pas de « La fin d'un grand partage » et abordent l'étude de la faune ancienne au travers de la perception même que les humains du passé se faisaient de leur environnement. Les propriétés attribuées par les humains aux autres êtres, animés ou inanimés, ont évolué dans le temps et l'espace, en Orient comme en Occident. L'ontologie occidentale actuelle, le naturalisme, n'est qu'une option parmi d'autres : le totémisme, l'animisme ou l'analogisme ont, eux, une appréhension souvent plus englobante et plus harmonieuse des rapports aux autres êtres du monde.

Par sa volonté transdisciplinaire, cette livraison d'*Archéopages* permettra d'interroger cette approche novatrice et de lancer des pistes de recherche. Mais, au-delà même de ce nouveau paradigme, elle nous montre combien le cheval demeure un thème archéologique majeur. Armelle Gardeisen est à l'origine d'importantes manifestations scientifiques récemment dédiées aux équidés (colloques d'Athènes en 2003, de Montpellier en 2008 et d'Arles en 2012). Dans ce numéro, l'archéozoologue a bien voulu poursuivre les passionnants échanges engagés depuis quelques années avec l'archéologue et historien Roland Étienne. Ce débat trouve ici une place centrale parmi des approches privilégiant les relations humains/chevaux durant la Préhistoire ou la période celtique, l'archéozoologie et la parasitologie des équidés, l'étude du cheval de monte, la pratique urbaine de l'équarrissage à la charnière du Moyen Âge et de l'époque moderne ou encore des études archéologiques et historiques des écuries.

1. P. Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005, 623 p.
2. P. Charbonnier, *La fin d'un grand partage : nature et société, de Durkheim à Descola*, Paris, CNRS éditions, 2015, 310 p.